

## Construire un monde solidaire, écologique et démocratique

Inaugurée sous les « acclamations » des étudiants en grève contre le CPE, la statue de Cézanne dressée à Aix sur la place de la Rotonde devant le syndicat d'initiative, finit « l'année Cézanne » avec les tentes des SDF plantées à ses pieds.

Après le rejet du traité constitutionnel européen en mai 2005 et l'élan unitaire créé par cette victoire des forces antilibérales, l'année 2006 aura été marquée par la victoire des étudiants contre le CPE. Face à la politique du « tout répressif » mise en place par Perben et Sarkozy, des actions de désobéissance civique se sont développées : l'action des « Enfants de Don Quichotte » pour l'accès au logement des populations qui en sont rejetées, l'action du Réseau Éducation Sans Frontière (RESF) contre les expulsions de parents d'enfants scolarisés, la poursuite des actions des Faucheurs Volontaires, les luttes des « sans papiers ».

Ces formes de lutte ont le mérite de révéler à l'opinion publique les résultats désastreux des politiques libérales qui fabriquent de la misère et d'obtenir rapidement des résultats comme le « droit au logement opposable » ou l'annulation d'expulsions du territoire. Mais elles révèlent aussi la nécessité de transformer en profondeur un système politique et économique qui est au service des classes les plus nanties de la société. Il s'agit de définir des mesures de rupture avec le néolibéralisme, d'en scier les piliers. C'est ce à quoi va s'employer Attac avec son « **Manifeste altermondialiste : Construire un monde solidaire, écologique et démocratique** ». Attac Pays d'Aix suivra avec intérêt le **26 janvier 2007 la conférence de Gérard Duménil** (qui est l'un des rédacteurs du Manifeste d'Attac) organisée par les « Amis du Monde Diplomatique » à l'IEP. Et pour Attac il sera bon de rappeler que les ruptures doivent être non seulement nationales mais mondiales et européennes. Quelques occasions de le rappeler vont se présenter dès le 1er semestre 2007 :

- du **20 au 25 Janvier 2007**, se tiendra le Forum Social Mondial à Nairobi (Kenya),
- le **25 Mars 2007** sera le 50<sup>ème</sup> anniversaire de

la signature du Traité de Rome,

• **les 06, 07 & 08 juin** le Sommet du G8 sera hébergé par l'Allemagne à vingt kilomètres de Rostock (nord-est de l'Allemagne), sur la mer Baltique.

Attac prépare des initiatives pour ces événements. **La réunion mensuelle d'Attac Pays d'Aix du 11 janvier proposera des actions de mobilisation contre le sommet du G8.**

Mais les années électorales 2007 et 2008 s'ouvrent pour le mouvement altermondialiste français avec l'échec du consensus pour la désignation d'une candidature unitaire à la présidence de la République. Il montre que la question du « débouché politique » aux mobilisations altermondialistes est un processus complexe. Il nécessite de dépasser les cultures sectaires et groupusculaires des forces les plus structurées (notamment le PCF et la LCR) au profit d'un rassemblement sur des objectifs antilibéraux de mouvements très divers, et d'un processus de construction d'un mouvement politique capable de gagner face aux tenants du libéralisme. L'action des « collectifs unitaires » a produit des effets positifs avec l'adoption de la « charte antilibérale » et l'avancée des courants favorables au rassemblement.

Avec le « Manifeste » et des initiatives spécifiques, Attac peut et doit jouer un rôle important pour de nouvelles avancées unitaires. Elle organise, avec des partenaires, un séminaire, « **les mouvements sociaux confrontés à la crise écologique** », le **24 mars** à Paris. Au niveau national Attac décide de faire de la lutte contre la dernière phase de l'ouverture du marché de l'électricité à la concurrence, qui doit avoir lieu au 1er juillet 2007, une campagne prioritaire.

Mais Attac a elle-même connu en son sein des affrontements qui ont conduit à une fraude électorale. On peut se féliciter que la fraude ait été démasquée, qu'une plainte ait été déposée et que de nouvelles élections aient eu lieu avec le plus fort taux de participation de tous les scrutins à ce jour. Les résultats montrent la volonté des adhérents de maintenir vivante

### Nos rendez-vous

**Réunions mensuelles d'Attac**  
Maison des associations,  
Le Ligoures, place Romée  
de Villeneuve, à Encagnane

**Jeudi 11 janvier à 19h00**  
**G8 illégitime! penser globalement le G8, agir localement**  
- Pourquoi le groupe des 8 pays les plus puissants de la planète est-il illégitime ?  
- En quoi est-ce le directoire de la mondialisation libérale ?  
- Comment se mobiliser contre le prochain sommet du G8 à Heiligendamm (Allemagne, juin 2007) ?

**Jeudi 08 février 2007 à 19h00**  
**Le commerce international contre la souveraineté alimentaire ?**  
**Conférence débat organisé conjointement par Attac Pays d'Aix et Artisans du Monde d'Aix avec Laurent Levard, de la "Fédération Artisans du Monde"**

**Jeudi 8 mars à 19h00**  
**Les suites du protocole de Kyoto**

l'association, qui a fait la preuve de sa capacité de réaction et de renouvellement en période de crise. Nous avons la conviction que la nouvelle direction élue saura surmonter les divergences et les divisions qui ont pris corps et donner à Attac un fonctionnement démocratique et des capacités de mobilisation renouvelées.

Enfin la nouvelle direction est confrontée à une situation financière très difficile et lance un appel urgent aux adhérents : **COTISEZ SANS PLUS TARDER POUR L'ANNEE 2007. NOS MEILLEURS VŒUX POUR ATTAC ET POUR TOUS SES ADHERENTS**

**Bernard Lagune**

AGENDA JANV.-FÉV.

**Mardi 09 janvier 2007 à 19h30**  
**Réunion exceptionnelle avec la projection du film « Ma mondialisation » de Gilles Perret (86 mn) dans lequel intervient l'économiste Frédéric Lordon. C'est un constat alarmant lorsqu'on voit les patrons de PME de la vallée de l'Arve (en Haute Savoie) se sentir incapables d'enrayer la machine à délocaliser, fruit d'un système économique... qu'ils auraient trop longtemps cautionné.**  
 Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan, à 19h30

**Mercredi 10 janvier 2007 à 19h00**  
**Cours d'économie de Renaud Gallimard : Urbanisme et aménagement du territoire**  
 Salle de la Bibliothèque, Centre Jean Paul Coste, avenue Jean Paul Coste.

**Judi 11 janvier à 19h00**  
**Réunion mensuelle d'Attac G8 illégitime! penser globalement le G8, agir localement - Pourquoi le groupe des 8 pays les plus puissants de la planète est-il illégitime ? - En quoi est-ce le directoire de la mondialisation libérale ? - Comment se mobiliser contre le prochain sommet du G8 à Heiligendamm (Allemagne, juin 2007) ?**  
 Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, à Encagnane.

**Mardi 16 janvier 2007 à 19h30**  
**Poulets et mondialisation : le grand désordre alimentaire avec projection d'extraits du documentaire "Sauve qui peut, les poulets" sur le commerce international des poulets et en particulier comment les exportations de poulets congelés européens tuent la filière avicole en Afrique.**  
 Attention! Cette réunion se tiendra à "la maison Soleil" - Logirem Bâtiment C4, rue Raoul Follereau très près du "Cèdre".

**Vendredi 26 janvier 2007 à 18h30**  
**Au-delà du néolibéralisme : Bases politiques et contenus d'une alternative écologique et solidaire** Conférence - débat de Gérard Duménil, directeur de recherches au CNRS, membre du Conseil scientifique d'Attac.  
 Institut d'Etudes Politiques, 25 rue Gaston de Saporta, Aix en Provence.

**Mardi 06 février 2007 à 19h30**  
**La sécurité sociale de 1945 à nos jours. Veut-on réellement la sauver ou lui arracher sa colonne vertébrale : la solidarité ? Débat animé par Jacqueline de Grandmaison, journaliste spécialisée dans les politiques de santé publique et d'économie sociale.**  
 Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

**Judi 08 février 2007 à 19h00**  
**Le commerce international contre la souveraineté alimentaire ? Conférence débat organisé conjointement par Attac Pays d'Aix et Artisans du Monde d'Aix avec Laurent Levard, de la "Fédération Artisans du Monde"**  
 Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, à Encagnane.

**Mercredi 14 février 2007 à 19h00**  
**Cours d'économie de Renaud Gallimard**  
 Salle de la Bibliothèque, Centre Jean Paul Coste, avenue Jean Paul Coste,

**Mardi 20 février 2007 à 19h30**  
**Le business des fleurs et ses épines avec le documentaire de Jean Michel Rodrigo "Le business des fleurs"**  
 Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

**Judi 8 mars à 19h00**  
**Les suites du protocole de Kyoto**  
 Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, à Encagnane.

**Judi 22 Mars à 19h00**  
**Assemblée Générale d'Attac pays d'Aix**  
 Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, à Encagnane.

**Aix-croissance** : réunion les 1<sup>er</sup> Lundi du mois à 20h  
**contact** Dany Tressera : 06 15 09 38 01  
 chunday@aol.com

**Dette / Taxe Tobin** : réunion les 1<sup>er</sup> Lundi du mois à 19h30 chez Raymonde Lagune  
**Contact** : Raymonde Lagune 04 42 96 66 46 / Anne-Marie Quetglas 04 42 27 97 94

**Économie solidaire / Cigale**, réunion 4<sup>ème</sup> jeudi du mois : **contact** : Ernest Hussy 04 42 92 67 15

**Environnement** : les jeudi 17 janvier et 15 février, chez AM Quetglas, 22 res St Benoît av de la Cible  
 Tel : 04 42 27 97 94/06 74 74 49 63

**Femmes, genre et Mondialisation** : **contact** : Claudine Blasco 04 94 78 58 69

**Attac Jeunes** : **contact** : David Cena 06 76 11 72 12, Raphaël Pradeau 06 14 98 52 60

**Attac au Jas** : **contact** : M et J Fourny 04 42 21 65 45 et Jacques Villar 04 42 27 21 87

**Cours d'économie de Renaud Gallimard** : le 2<sup>ème</sup> mercredi du mois à 19h00, salle de la bibliothèque, Centre JP Coste; mercredi 10 janvier «Urbanisme et aménagement du territoire »  
**contact** : Mirka Sevcikova : 06 64 52 03 56

**Stand marché Richelme** samedi à partir de 10h15:  
**contact** Anne-Marie Quetglas 04 42 27 97 94

**Stand marché Bois de l'Aune** (Jas) samedi à partir de 10h30 : **Contact** J.et M Fourny 04 42 21 65 45

**Tractage** : **contact** Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

**Responsable fichier adhérents** : Valérie Brûlant 06 77 74 58 85

**Contact presse** : Dany Tressera 06 15 09 38 01

G R O U P E S D E T R A V A I L

## 2007 : un nouvel élan pour ATTAC !

### Adhésion 2007

Fin 2006 Attac a été remise sur les rails, avec un nouveau CA, légitime, élu avec un fort taux de participation. Tous nous souhaitons qu'Attac vive et reprenne toute sa place au sein du mouvement altermondialiste, et il est de notre responsabilité à tous d'y contribuer en commençant par ré-adhérer dès janvier, l'apport financier venant principalement des adhérents. L'ancienne direction a laissé Attac avec un déficit conséquent qu'il nous faut combler. Certains ont déjà reçu l'appel à cotiser d'Attac France; nous joignons néanmoins un bulletin d'adhésion 2007 en cas de non-réception et pour les sympathisants qui souhaiteraient nous rejoindre.

**CNCL** : notre comité local est co-organisateur de la prochaine Conférence Nationale des Comités Locaux qui se tiendra à Montreuil (93) les 10 et 11 février prochains.

### Assemblée Générale d'Attac pays d'Aix

Judi 22 mars 2007 sera la date de notre prochaine Assemblée Générale. Ce sera le temps du bilan de l'année passée et des perspectives pour Attac pays d'Aix ainsi que l'élection d'un nouveau CA. Certains d'entre vous pourraient faire partie de la nouvelle équipe, ce qui est souhaitable et nécessaire. Réservez votre soirée, nous vous attendons nombreux !

**Valérie Brûlant**

## L'archarnement contre Denis Robert

Denis ROBERT a été condamné le 5 Décembre 2006 pour propos diffamatoire dans une fausse interview sur CLEARSTREAM parue dans VSD en Mai : sans l'en informer, VSD a publié un faux entretien avec lui, rédigé par sa propre rédaction, à partir d'une interview précédente. Suite à la parution de cet article CLEARSTREAM a assigné Denis ROBERT en Justice. VSD lui avait alors proposé de prendre en charge sa défense (mais pas les honoraires de son avocat) s'il assumait les propos de l'article, ce qu'il a refusé. Le tribunal a considéré que Denis ROBERT, même s'il n'avait pas donné son accord pour la publication de cet article, le cautionnait ...puisqu'il ne s'y était jamais opposé ! Denis ROBERT va faire appel de ce jugement et envisage de poursuivre VSD ; mais la condamnation est lourde : 1500 euros de dommages et intérêts à CLEARSTREAM, 2000 euros à l'avocat de CLEARSTREAM et 4000 euros en frais de publication. Avec sa mise en examen dans l'affaire des listings de CLEARSTREAM, cela devient un véritable acharnement : comme il le dit lui-même

quand il s'exprime on le met en examen ou on le poursuit ; quand il ne s'exprime pas, on le condamne.

Cela pour avoir dénoncé la face obscure des paradis fiscaux et de circuits financiers et bancaires dévoyés qui servent leurs intérêts troubles.

Afin de soutenir moralement et financièrement Denis ROBERT, son entourage a créé un comité de soutien : vous pouvez adresser vos chèques et vos encouragements à «Comité de soutien à Denis ROBERT- BP 93602- 54016 NANCY CEDEX.»

Vous pouvez aussi soutenir Denis ROBERT :  
 - en achetant ses livres et ses films, des premiers («Révélation\$, «l'affaire CLEARSTREAM racontée à un ouvrier de DAEWOO»... au dernier («l'affaire CLEARSTREAM»),  
 - en envoyant à votre entourage les cartes de vœux dessinées par ses amis et que nous tenons à votre disposition sur nos stands,  
 - en signant la pétition «Nous sommes tous des receleur» sur nos stands ou sur le site : <http://tousdesreceleurs.com> .

**Anne-Marie Quetglas**

# Mobilisons-nous contre le G8

Le sommet des huit grandes puissances mondiales (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume Uni et Russie) sera hébergé par l'Allemagne du 6 au 8 juin 2007 à Heiligendamm (à vingt kilomètres de Rostock, sur la mer Baltique).

Les sommets du G8, depuis leur instauration en 1975, sont le cadre informel dont les grandes puissances se sont dotées pour discuter entre elles et émettre des déclarations sur la manière dont elles envisagent l'avenir. Les déclarations du G8 (d'inspiration libérale, il va sans dire) ont méthodiquement été reprises par les institutions internationales (Fonds Monétaire International, Banque mondiale, Organisation Mondiale du Commerce...). Le G8 est ainsi devenu, de fait, un gouvernement mondial et aborde toutes les questions, des plans d'ajustement structurel à la libéralisation des marchés en passant par la lutte contre le terrorisme et le changement climatique.

Le G8 est pourtant antidémocratique et illégitime : il court-circuite des instances internationales comme l'ONU et ne dispose d'aucun mandat pour gérer la planète.

Ce G8 se déroulera dans un contexte politique où l'Allemagne assure en parallèle la présidence de l'Union européenne lors du premier semestre 2007 et souhaite relancer le projet de Traité Constitutionnel Européen. En l'absence de Forum Social Européen en 2007, le contre-G8 sera la principale mobilisation du mouvement altermondialiste européen cette année.

De nombreuses initiatives sont d'ores-et-déjà prévues dans le cadre du contre-sommet : manifestations, sommet alternatif, camps alternatifs, actions de

blocage, Marches européennes contre la pauvreté, la précarité et les discriminations, concerts... La mobilisation s'annonce importante en Allemagne, où deux grandes plate-formes de mobilisation travaillent depuis plusieurs mois : la « plate-forme de Rostock » qui regroupe la gauche radicale allemande (principalement les milieux anti-fascistes et anti-nucléaires) et la « plate-forme de Hanovre » qui regroupe des ONG, des mouvements écologistes, des syndicats et des partis politiques. Attac Allemagne joue un rôle important de passerelle entre les différentes forces. La mobilisation se prépare également dans un cadre international, où Attac France est pleinement impliqué. De plus, un collectif français de mobilisation est en cours de constitution.

Attac souhaite faire de ce contre-G8 une priorité militante : comme à Gènes ou Annemasse, nous contribuerons avec les autres forces progressistes européennes à dessiner lors d'un sommet alternatif les contours d'autres mondes possibles ! De nombreux outils sont ou vont être à disposition des militants d'Attac. Le livre « G8 illégitime », paru en 2003, est en cours de réactualisation par le Conseil Scientifique. Une rubrique du site d'Attac-France est dédiée au G8-2007 (vous la retrouverez à cette adresse : <http://france.attac.org/spip.php?rubrique703>). Vous pouvez par ailleurs recevoir la Lettre d'information du groupe d'animation d'Attac France en le demandant à : [berthomeau@free.fr](mailto:berthomeau@free.fr).

**Pour lancer la mobilisation au niveau aixois, Attac Pays d'Aix organise un café citoyen ce jeudi 11 janvier à 19h, au Ligourès, Maison de la vie Associative, Place Romée de Villeneuve, à Encagnane.**

**Raphael Pradeau**

## C.I.G.A.L.E.S

Une CIGALES est un Club d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire. Chacune a son nom. La nôtre s'appelle La Mouette parce qu'en anglais mouette se dit cigale... et s'écrit seagull.

En 2000, au sein d'ATTAC-AIX, s'est formé un groupe de réflexion sur l'économie solidaire. En décembre 2002, il a décidé de constituer une Cigales en cotisant pour investir dans de petites entreprises débutantes, locales, utiles, soucieuses d'environnement et/ou d'équité.

L'APEAS (Agence provençale d'économie alternative et solidaire, 49 rue de village.13.006 Marseille) nous signale de futurs entrepreneurs. C'est ainsi que, depuis 2004, nous avons 300 parts sur 1500 dans une SARL (Société anonyme à responsabilité limitée). Il s'agit de **Grain de sable**, 34 rue du Baignoir, à Marseille. En 2006, ce petit salon de thé-café-restaurant convivial et culturel, animé par deux jeunes diplômés, ne perd plus d'argent.

En 2006, nous avons investi dans la trésorerie d'une Association loi 1901, future SCIC (Société coopérative à intérêt collectif), le **Recyclodrome**. Après avoir souhaité se fournir dans les déchetteries municipales, les deux jeunes créateurs de cette entreprise font actuellement la tournée des greniers et transforment les objets dans leur atelier, 21 rue de Chateaurdon, à Marseille. Une Cigales d'Avignon les financera probablement aussi.

La même année, nous avons fait la connaissance du fondateur de la **Brûlerie Le Gourmet**, 359 Boulevard Mireille Lauze, à Marseille. Ce dynamique jeune Québécois, fin connaisseur de café, mélange, torréfie et livre à des boulangers-pâtisseries. Il a 74 points de vente aux dernières nouvelles. Il a même confié un petit four à nos amis de Grain de sable pour qu'ils puissent offrir aussi un café de qualité, acheté aux producteurs. Avec une Cigales de Salon, nous participerons prochainement aux finances de son EURL (Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée).

Enfin, après ces épisodes marseillais, nous sommes heureux d'avoir rencontré une débutante aixoise à l'étonnant CV. Son petit magasin, 7 rue Matheron, se fournit chez **Alter Mundi**, centrale d'achats équitables dans les pays en voie de développement. Son EURL ne concurrence pas Artisans du Monde car elle vend des marchandises non-comestibles et moins typées. Nous comptons financer partiellement ses débuts.

Un génial simplet définit un jour le sucre : "C'est ce qui rend le café mauvais quand il n'y en a pas." Quant à l'argent, il contribue au malheurs humains non seulement par sa pénurie dans tout ce qui serait utile mais aussi par son abondance dans les techniques mortifères.

Utilité? Certes, ces quatre petites entreprises ne sont pas inutiles du tout mais certains d'entre nous rêvent d'éoliennes, bref d'aide à la recherche et à la production d'énergie renouvelable nécessaire à nos descendants. Une ONG qui aide des Béninois à construire des fours solaires nous a contactés. Quand notre cagnotte sera reconstituée, faudra voir... Ce n'est pas local, ce serait plus un don qu'un investissement.. Est-ce conforme aux statuts de la Fédération des Cigales? Mais faut-il être si puriste?

**Madeleine Liotier**

## Propagande "biotech" au lycée

Les lobbies ne renoncent pas à faire entrer les OGM et autres biotechnologies dans les établissements scolaires par le biais de l'enseignement, les enfants étant considérés comme d'excellents relais auprès des parents. Cette fois, c'est le GNIS (Groupement National Interprofessionnel des Semences et plants) qui adresse aux enseignants "SVT" (Sciences et vie de la terre) une plaquette présentant des documents gratuits et des stages. L'idée de base est de convaincre que les biotechnologies agricoles sont indispensables, cette fois au nom de la défense de l'environnement ! Pour les parents d'élèves souhaitant en discuter avec les enseignants de leurs enfants ou les professeurs souhaitant mettre à mal cette propagande, notre comité local tient à leur disposition deux livrets pédagogiques sur les OGM (niveau collège et niveau lycée) élaborés par des enseignants de l'Hérault.

**Pour tout renseignement : Anne-Marie QUETGLAS : 04 42 27 97 94 / 06 74 74 49 63**



# Quand l'Europe s'occupe de ses anciennes colonies

Le 01 janvier 2008, devraient entrer en vigueur les Accords de Partenariat Economique (APE) entre l'Union Européenne (UE) et 77 pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (pays ACP), tous anciennes colonies de pays membres de l'UE. Sur un total de 79 pays ACP, l'Afrique en compte 48, soit 94% de la population ACP, les Caraïbes 16 et le Pacifique 15. Quarante de ces pays sont classés, selon la définition de l'ONU, parmi les 50 Pays Moins Avancés (PMA).

Ces APE sont issus de l'Accord de Cotonou signé en 2000 entre l'UE et 77 pays ACP. Il succède aux accords de Yaoundé, puis de Lomé qui régissaient depuis une quarantaine d'année les relations entre l'UE et le groupe ACP. Fondés à l'origine sur le partenariat et la solidarité, ces accords successifs prévoyaient des dispositions favorables aux pays ACP :

- préférences tarifaires non réciproques pour les exportations de la zone ACP vers la CEE,
- "protocoles commerciaux" pour certains produits (banane, sucre, viande bovine, rhum) garantissant aux pays ACP l'achat de quantités spécifiées à des prix garantis : dans le cas du sucre, au prix intérieur européen, soit le triple du prix mondial,
- système de compensation du déficit de recettes d'exportation entraîné par la fluctuation des prix sur les marchés mondiaux : STABEX pour les produits agricoles, plus tard SYSMIN pour les produits miniers,
- coopération financière et technique ainsi que financement de travaux d'infrastructures et de programmes agricoles.

Cependant, peu à peu, les pays ACP se virent imposer des conditionnalités inspirées par les thèses néo-libérales émergentes : respect des Plans d'Ajustement Structurel (PAS) du FMI, appui au développement du secteur privé et après la création de l'OMC

en 1995, nécessité de s'intégrer dans l'économie mondiale. Or les accords de Lomé n'étaient pas conformes aux règles de l'OMC. Les pays ACP bénéficiaient de préférences non réciproques et de plus, discriminatoires puisque non applicables aux autres Pays En voie de Développement (PED) non ACP.

Plutôt que de chercher à rendre les règles de l'OMC plus équitables, l'UE choisit de les imposer aux pays ACP. "L'esprit de Lomé" fut remis en cause par l'accord de Cotonou. Tout le dispositif de préférences tarifaires non réciproques, protocoles spéciaux et systèmes de garanties disparaîtra fin 2007. L'UE a imposé le découpage du groupe ACP en six entités géographiques organisées en autant de zones de libre-échange : Afrique (4), Caraïbes (1) et Pacifique (1). Depuis 2003, l'UE négocie séparément avec chacune d'elles des accords bilatéraux de libre-échange, "compatibles avec l'OMC". Les pays ACP doivent se plier au dogme du libre-échange ! La logique de l'OMC l'a emporté sur celle de la coopération. Cotonou impose donc les dérégulations voulues par l'OMC, la libéralisation des services selon l'AGCS, l'application des dispositions sur les brevets contenues dans l'ADPIC et le respect des PAS du FMI. Outre qu'elle inscrit ces APE dans la logique FMI-BM-OMC, l'UE cherche aussi à imposer des dispositions sur la concurrence, les marchés publics et l'investissement qu'elle n'a pas pu obtenir lors des négociations de l'OMC.

Mais ces accords entre des économies aussi inégales peuvent-ils être bénéfiques aux populations des pays les plus pauvres? N'étant plus protégées, les industries naissantes des pays ACP risquent de voir leur essor sapé. Les importations de produits agricoles de l'UE à des prix artificiellement bas vont mettre en danger certains secteurs agricoles des pays ACP

et menacer leur souveraineté alimentaire. L'avantage que ces pays avaient à exporter vers l'UE risque aussi d'être annulé. Les prix ne seront plus garantis et ils vont baisser du fait de l'abondance de l'offre et de la baisse de la demande de produits primaires qu'ils exportent, sans compter qu'ils ont des difficultés à se mettre aux normes techniques et sanitaires que l'UE leur impose. Enfin la suppression des taxes douanières va priver ces pays d'importants revenus financiers. Où trouveront-ils d'autres ressources pour mener des politiques publiques (santé, éducation, infrastructures,...) ?

L'objectif de constitution de marchés régionaux est en soi positif, mais les configurations voulues par l'UE ne correspondent pas toujours au processus de construction régionale actuellement en cours. Ces zones comprennent aussi des pays au développement inégal avec des régimes commerciaux différents vis-à-vis de l'Europe selon qu'ils sont PMA ou non PMA. Comment dans ces conditions, constituer ces nouveaux ensembles économiques régionaux tout en négociant en même temps la création de zones de libre-échange entre ces unions régionales encore virtuelles et une UE vieille de 50 ans ? Ce qu'a fait l'UE en un demi-siècle, en passant par des étapes de protection de ses marchés, en privilégiant les échanges intra-régionaux avant d'affronter la concurrence mondiale, les pays ACP sont contraints de le faire en 12 ans sans protection de leurs marchés. L'UE leur impose pourtant un rythme de négociations très rapide. Pour l'UE, il ne s'agit plus de solidarité mais d'organisation de la concurrence en faveur des entreprises européennes, camouflée sous le terme de "partenariat". Comme l'ont dénoncé des centaines d'associations africaines réunies à Maputo en 2004, "les propositions de l'UE s'insèrent clairement dans l'intégrisme du libre-échange prôné par les institutions financières internationales et l'OMC".

Dans l'UE, plusieurs organisations se mobilisent contre cette re-colonisation par le libre-échange imposé aux pays du Sud et défendent au contraire, le droit pour ces pays de protéger leurs marchés aussi bien pour les produits agricoles que pour les produits industriels, les services et les investissements. Défendre en particulier le droit à la souveraineté alimentaire dans les négociations commerciales internationales est l'une des revendications de la campagne "Elections 2007 - Etat d'urgence planétaire - Votons pour une France solidaire", menée par des associations de solidarité internationale à laquelle Attac s'est associée. C'est pourquoi Attac Pays d'Aix et Artisans du Monde d'Aix organisent au Ligourès, le 08 février prochain, une conférence débat sur ce thème avec Laurent Levard, de la "Fédération Artisans du Monde".

**Michelle Fourny**

## Conférence Débat à l'IEP, vendredi 26 janvier à 18h30

«**Au-delà du néolibéralisme : Bases politiques et contenus d'une alternative écologique et solidaire** ». Attac pays d'Aix vous invite à assister à la Conférence - débat, «**Au-delà du néolibéralisme : Bases politiques et contenus d'une alternative écologique et solidaire** », animée par Gérard Duménil, directeur de recherches au CNRS et membre du Conseil scientifique d'Attac. Gérard Duménil a participé à l'élaboration du Manifeste d'Attac et même si le Manifeste n'est pas le sujet de la conférence il en aborde néanmoins un aspect qui consiste à expliquer les fondements du système économique dans lequel nous vivons pour pouvoir en apporter les alternatives. Ce sera pour nous l'occasion de commencer à nous approprier cet outil et ses sujets avec lequel Attac s'invitera dans la campagne électorale afin d'interpeller citoyens et candidats sur des sujets tels que écologie et société, démocratie, services publics... Cette conférence est proposée par les Amis du Monde Diplomatique et se tient **Vendredi 26 janvier 2007 à 18h30 à l'Institut d'Etudes Politiques 25 rue Gaston de Saporta, Aix en Provence**. Le nombre de places étant limité, il est recommandé de réserver au : **06 03 15 02 74 PAF** : 2 euros